

Le Forum Mondial de l'Eau: qui débat de quoi et comment?

Matthieu Blanchard et François Molle, UMR G-EAU, Montpellier

30 novembre 2021



Mise en contexte

La science de la durabilité implique la pratique de l'interdisciplinarité mais doit également contribuer à intégrer – ou tout au moins permettre la confrontation – de différents points de vue, visions du monde ou manières de connaître (*ways of knowing*). On peut en attendre une production de connaissances plus riche de valeurs plurielles et, *in fine*, une prise de décision plus inclusive et mieux acceptée. Par exemple, les problématiques de l'eau, dans leur grande diversité, se façonnent en partie au sein de communautés épistémiques mais également dans les moments où celles-ci se croisent et interagissent. A ce titre, les Forums Mondiaux de l'Eau (FME) font figure d'évènements incontournables. Toutefois, à l'aube du 6ème FME de Dakar en 2022, la teneur des débats dans ces forums reste peu étudiée.

Les Forums Mondiaux de l'Eau, des évènements incontournables

L'eau est au cœur des sociétés comme de notre environnement et les grands rendez-vous internationaux du monde de l'eau se multiplient. Organisés conjointement par le Conseil Mondial de l'Eau (CME) - sis à Marseille - et une ville hôte, les Forums Mondiaux de l'Eau (FME) sont définis par le CME comme des évènements qui réunissent « *des participants de tous les niveaux et domaines, y compris la politique, les institutions multilatérales, les milieux universitaires, la société civile et le secteur privé* » (CME, 2021). Ils associent un ensemble de sessions thématiques et de 'processus' divers (régionaux, parlementaire, ministériel, etc.) avec un espace d'exposition accueillant les pavillons de pays ou d'organisations diverses. Ils se tiennent tous les 3 ans depuis 1997 et réunissent entre 15 000 et 30 000 personnes de 170 pays différents environ, même si la grande majorité est issue du pays hôte. Par leur ampleur et la diversité des thèmes abordés et des participants, les FME se posent comme des rencontres incontournables du « monde de l'eau ». Mais quel degré de brassage, d'apprentissage ou de consensus les FME favorisent-ils réellement ? Y parle-t-on vraiment de tout ? Comment se décide qui parle, de quoi et comment ? Quels mécanismes, volontaires ou non, créent-ils de l'exclusion ou facilitent-ils l'inclusion ? Voici quelques éléments de réponse suite à une étude réalisée en 2021.

Des atouts et des critiques formulées

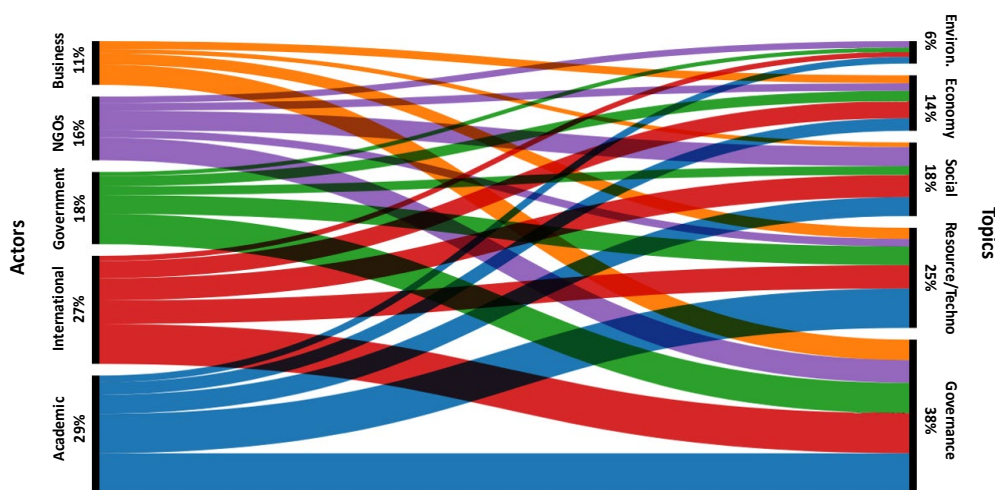
Les FME peuvent servir de point de référence pour suivre l'évolution des concepts et des problématiques de l'eau. Les participants peuvent s'y sensibiliser à des problématiques nouvelles et étendre leurs connaissances. Mais les FME sont d'abord, comme toute 'foire' professionnelle, une occasion unique de contacts et de réseautage au sein d'un large panel d'acteurs. Les forums ont toutefois été critiqués pour leurs coûts démesurés, un manque de résultats quantifiables, des messages asseptisés, un absence de continuité (l'impression de « repartir de zéro » à chaque fois), leur multiplication ou redondance avec d'autres évènements comme les semaines de l'eau de Stockholm ou de Singapour, enfin leur incapacité à obtenir des engagements de la part des gouvernements, en l'absence de lien avec les Nations Unies.

Des contraintes structurelles à l'inclusion

Multiplier les sessions et les sujets abordés n'entraîne pas pour autant la représentation des différentes sensibilités ou visions du monde. Les thèmes et sessions, mais aussi leurs coordinateurs, sont définis lors du processus préparatoire lancé par un 'kick-off' meeting, 2 ans avant le forum. Participer à de nombreuses réunions et s'investir dans la coordination et l'organisation demande beaucoup de ressources en termes de temps et de financement. *In fine* les organisations pourvues de telles ressources, d'une connaissance du système, et d'un intérêt pour la définition de l'agenda tendent mécaniquement à dominer le processus. Face à ce constat, la société civile se mobilise principalement à travers des plateformes ou coalitions d'ONG (comme 'l'Effet Papillon') dont l'objectif est davantage la visibilité des

causes et des plaidoyers qu'une contestation globale ou ciblée. A ces contraintes s'ajoutent la barrière de la langue et l'attitude variable du pays hôte envers la société civile, qui influencent également la participation citoyenne au FME. Les références à une « communauté (internationale) de l'eau » et à une recherche de consensus n'effacent pas le fait que les organisations internationales (UN, associations professionnelles, banques, etc), un format d'expression très normé et un « langage autorisé » (Bourdieu), dominant les débats, excluant certaines manières de voir ou de penser.

De fait, les ONG les plus en désaccord avec les recommandations *mainstream* que tendent à produire les FME font en général le choix de ne pas participer et/ou de contribuer au Forum Mondial Alternatif de l'Eau. Cette stratégie associée à la volonté de ne pas cautionner les messages du FME la recherche d'une plus grande médiatisation. Elle est le plus souvent adoptée par des organisations citoyennes ou alternatives tandis que les ONG internationales, comme UICN ou *Wetlands International*, tout comme les organismes internationaux ou étatiques, s'attachent plutôt à publiciser leur travail et prouver leur pertinence au sein du FME ou du monde de l'eau. Les thèmes les plus clivant sont les services de l'eau urbains et leur privatisation, les barrages et la gestion transfrontalière.



Les coordinateurs de session des FME et les sujets qu'ils portent

Un déficit de légitimité ?

La légitimité du CME à rassembler et sa capacité d'inclusion semblent affaiblies par la structure de la gouvernance interne. L'élection des 35 membres du bureau des gouverneurs donne lieu à des coalitions préparées en amont par la cooptation massive d'organisations : parmi les 12 pays avec le plus grand nombre de membres on retrouve 7 des 8 pays ayant déjà organisé le FME. La France compte 5 gouverneurs (le maximum) depuis la fondation du CME, confortant l'image très marquée d'une organisation dominée par la France et, pour certains, par les grands groupes français du secteur de l'eau. Certains pays comme le Canada, l'Allemagne ou le Royaume Uni y sont peu, voire pas, représentés. Le modèle économique du CME, basé sur les revenus partagés tirés des FME et de sponsors, le confine à un rôle d'organisateur et l'ambition de devenir un think-tank, par exemple, ne s'est pas concrétisé. Tous ces facteurs font que le CME et son Bureau de gouverneurs peinent à refléter le monde de l'eau dans son ensemble et souffrent d'un déficit de légitimité, notamment dans une partie du monde anglo-saxon.

À retenir

Les Forums Mondiaux de l'Eau, organisés par le Conseil Mondial de l'eau et un pays hôte tous les 3 ans, sont des rendez-vous importants du monde de l'eau. Malgré une volonté du Conseil d'assurer une large participation de la société civile, les freins à un débat équilibré restent nombreux. La domination structurelle de certains acteurs *mainstream* partageant une vision commune, l'importance des ressources requises pour participer au processus, et le déficit de légitimité du Conseil Mondial de l'Eau au niveau international tendent à restreindre la portée des FME et à limiter la diversité des points de vue et des messages clés qui en émanent. Remédier à ces différentes limitations permettrait d'améliorer l'équité des échanges multi-acteurs générés lors des FME, et d'ainsi renforcer une vision partagée de la gestion des ressources en eau.